



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Office des poursuites de la Sarine
Avenue de Beauregard 13, 1700 Fribourg

Office des poursuites de la Sarine OPSA
Betreibungsamt des Saanebezirks BASA

Avenue de Beauregard 13, Case postale,
1700 Fribourg

T +41 26 305 40 00
www.fr.ch/opf

Avis à tous les intéressés

Réf: dqu-cst
T direct: +41 26 305 40 30
Courriel: PoursuitesSarine@fr.ch
IBAN: CH68 0900 0000 1700 0800 9
V/réf : -

Fribourg, le 19 août 2025

Publication de la vente aux enchères d'un immeuble dans la poursuite

Débiteur : Couso Alonso Carlos, Rte des Golards 11, 1695 Villarsel-le-Gibloux

Tiers propriétaire : -

Immeubles et accessoires : Commune de Gibloux (secteur Villarsel-le-Gibloux)

Article no 539, folio 1

au lieu dit « Au Village » à savoir :

n° 110 habitation individuelle

Place et jardin d'agrément

Surface totale de 424 m²

Estimation de l'office des poursuites selon rapport d'expert : CHF 510'000.00

La réalisation est requise par un créancier saisissant.

Date des enchères : 4 décembre 2025 à 10h00

Lieu des enchères : en salle des ventes de l'office, Rue de la Carrière 18-20, 1^{er} étage,
1700 Fribourg

Délai de production : 11 septembre 2025

Les conditions de vente et l'état des charges sont déposés à l'office dès le 2 octobre 2025.

Les créanciers hypothécaires et les titulaires de charges foncières sont sommés par la présente de produire à l'office, dans le délai de production fixé ci-dessus, leurs droits sur l'immeuble, notamment leurs réclamations d'intérêts et de frais, et de faire savoir en même temps si la créance garantie par gage est échue ou a été dénoncée au remboursement en tout ou en partie, pour quel montant et pour quelle date. Les créanciers qui ne produiront pas dans le délai prévu seront exclus de la répartition, pour autant que leurs droits ne sont pas constatés par le registre foncier. De même, les tiers auxquels un titre hypothécaire a été donné en gage doivent indiquer le montant de leur créance garantie par ce gage.

Doivent être également annoncés, dans le même délai, tous les droits de servitude qui ont pris naissance avant 1912, sous l'empire de l'ancien droit cantonal, et qui n'ont pas encore été inscrits au registre foncier. Les servitudes non annoncées ne seront pas opposables à l'acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Doivent également être annoncés les droits grevant l'immeuble lui-même.

Cet avis vous est adressé pour information.

Avec notre parfaite considération.


Daniel Quintairos
Substitut

